



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale
de l'Isère

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 2022-Is020T2		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
France Alu Color 103 chemin des Mûriers 38260 MARCILLOLES	S3IC 61-3001 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input checked="" type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input checked="" type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input checked="" type="checkbox"/> IED	
Activité principale : Traitement de surface/dégraissage - Peintures		
Date du contrôle : 23 mars 2022		
Inspecteur : Benjamin BRUN		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident	<input type="checkbox"/> Plainte <input checked="" type="checkbox"/> Autre : actions nationales défense incendie générale et spécifique traitement de surface	
Thème(s) du contrôle • Opérations coup de poing - Défense incendie		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Site de Marcilloles		
Référentiel(s) du contrôle Arrêté préfectoral du 29 décembre 2009		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M.Ribier	FAC	responsable QSE maintenance
M. Crouzet	FAC	responsable environnement
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Subdivision T2 <input type="checkbox"/> Autre :	

I - Contexte

La société France Alu Color (FAC) exploite sur la commune de Marcilloles une unité de traitement de surface et de thermolaquage de profilés en aluminium destinés notamment, à la fabrication de fenêtres, portails, volet roulants, vérandas. Elle emploie environ 90 personnes.

L'établissement comprend :

- une zone de production ;
- un bâtiment de stockage de matières premières ;
- un bâtiment de stockage de produits finis ;
- un atelier comportant une station de traitement des rejets aqueux.

La zone de production est constituée principalement de deux chaînes. La chaîne de traitement horizontale a pour fonction de réaliser le laquage des tôles des petits profils pour une capacité de 1700 m²/jour. Elle est composée de bains de traitement/dégraissage, de cabines de poudrage et d'un four de cuisson. La chaîne de traitement verticale est similaire à la chaîne de traitement horizontale à l'exception du traitement de surface qui est réalisé par cascade et non par trempage.

Le chiffre d'affaire annuel est de l'ordre de 15 millions d'euros.

II – Suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de cette visite qui comporte un volet défense incendie (annexe1) accompagné d'une partie spécifique aux activités de traitement de surface (annexe2), 1 non conformité a été relevée. L'ensemble des constats est récapitulé dans les fiches en annexe du présent rapport.

L'exploitant doit réaliser les actions nécessaires dans le cadre de la prise en compte de cette non conformité en réalisant a minima :

1- sous 15 jours, compte tenu des conclusions du SDIS suite à la réunion du 8 septembre 2021 (compte rendu SDIS D2021-508-556) qui sont de nature à remettre en cause à la baisse (360 m³/h pendant 2h au lieu des 600 m³/h pendant 2h actuellement requis) le dimensionnement des moyens d'extinction d'un incendie sur le site, une demande dûment argumentée de modification de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 qui fixent les moyens précités. Une sollicitation du SDIS sera réalisée par l'inspection dans ce cadre.

2- sous 2 mois, la production d'un plan d'action permettant l'atteinte des débits nécessaires (y compris le tiers sous pression) accompagné d'un échéancier de réalisation. Ce plan permettra de clarifier et de programmer les actions d'ores déjà prévues et présentées par l'exploitant lors de l'inspection.

Inspecteur de l'environnement	Vérificateur	Approbateur

Annexe 1 – Fiche de constats

Thème	réf	Prescriptions	Commentaires Constat Inspection	Conformité / Suites
État des matières stockées	AM 4/10/2010 art 46	<p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>	<p>L'exploitant dispose d'un état des matières stockées pour la totalité des matières visées au présent article.</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont disponibles.</p> <p>Ces documents sont disponibles notamment via un logiciel informatique interne. Ces données sont stockées sur un serveur externalisé, elles sont donc disponibles en cas de sinistre.</p>	conforme
	AM 4/10/2010 art 47	Site non soumis compte-tenu du type et/ou du volume d'activité exercé.		sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	AP du site art 7.5.3	<p>L'arrêté préfectoral prévoit pour la défense incendie, la disponibilité de 600 m³/h pendant 2 h dont 1/3 sous pression. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p>	<p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des moyens de défense incendie prescrit (1 poteau et un bassin de 240 m³ équipé d'un raccord adapté). Le SDIS en conclusion d'une réunion 8 septembre 2021, a précisé compte tenu des caractéristiques du site et des bâtiments, que le débit nécessaire serait de 360m³/h durant 2h dont 1/3 sous pression. L'exploitant a fait part d'un projet d'aménagement qui permettrait d'atteindre les besoins précités.</p>	<p>Non conforme</p> <p>Après réunion avec le SDIS, l'exploitant doit fournir une demande de révision des débits d'extinction nécessaire et un plan de réalisation des travaux avec un échéancier. L'exigence est détaillée en page 2.</p>
Maintenance et test	AP du site	<p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vi-</p>	Les vérifications d'extincteurs sont régulièrement réalisées par la société dauphiné protection. Les actions de vérifi-	Conforme

		<p>gueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p>	<p>cation font l'objet de contrats. Le registre de sécurité mentionne les différents contrôles effectués.</p>	
<p>Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction (si le site y est soumis)</p>	AP du site	<p>Bassin de rétention d'au moins 1000m³ complété par 225 m³ des les réseaux et voiries.</p>	<p>Le site dispose des moyens requis.</p>	Conforme

Annexe 2

Conformité à certaines exigences de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif au traitement de surfaces et de l'arrêté préfectoral du site

Article	Thème	Sous-Thème	Prescription contrôlée	Commentaires Constat Inspection	Conformité / Suites
3.II	Risques accidentels	Dispositions constructives	Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la ré- glementation en vigueur »	Ces dispositifs existent, Ils sont véri- fiés annuellement par dauphiné protection (dernière vérification 11 octobre 2021)	conforme
3.II	Risques accidentels	Dispositions constructives	Commande automatique et ma- nuelle Commande manuelle placées à proximité des accès	Installations satisfai- santes et com- mandes opération- nelles.	conforme
5	Risques accidentels	Installations électriques	Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, résér- voirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes exis- tantes.	Les installations élec- triques sont vérifiées annuellement (der- nière vérification bu- reau veritas du 8 fé- vrier 2022). L'exploit- ant fait réaliser éga- lement des contrôles par thermographie in- frarouge.	conforme

6-l	Risques accidentels	Installations électriques	<p>Art -6 - I</p> <p>Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.</p>	<p>L'installation est dotée de dispositifs de coupure du système de chauffage pour les chaînes horizontale et verticale en cas de niveau trop bas de liquide. (vérifications internes faites).</p> <p>conforme</p>
10	Risques accidentels	Moyens de lutte	<p>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p>	<p>Idem annexe 1</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des moyens de défense incendie prescrit (1 poteau et un bassin avec de 240 m³ équipé d'un raccord adapté). Le fournisseur SDIS en conclusion demande d'une réunion 8 septembre 2021, a précisé compte tenu des caractéristiques du site et des bâtiments, que le débit nécessaire serait de 360m³/h durant 2h sous pression. L'exploitant a fait part d'un projet d'aménagement qui permettrait d'atteindre les besoins précités.</p> <p>Non conforme/ Après réunion le SDIS, l'exploitant doit fournir une SDIS en conclusion de la réunion des débits d'extinction et nécessaire et un plan de réalisation des travaux avec un échéancier. L'exigence est détaillée en page 2.</p>
10	Risques accidentels	Moyens de lutte	<p>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p>	<p>Idem annexe 1</p> <p>Les vérifications d'extincteurs sont régulièrement réalisées par la société dauphiné protection. Les actions de vérification font l'objet de contrats. Le registre de sécurité mentionne les différents contrôles effectués.</p>

9	Risques accidentels	Confinement des eaux in- cendie	<p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p>	<p>Une procédure précise les actions à mener. Un affichage est présent et des tests réguliers sont menés. L'étanchéité du bassin est satisfaisante.</p> <p>conforme</p>
9	Risques accidentels	Confinement des eaux in- cendie	<p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>	<p>Une procédure précise les actions à mener. Un affichage est présent et des tests réguliers sont menés. L'étanchéité du bassin est satisfaisante.</p> <p>conforme</p>